Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

David Haccoun

725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

Baikowski

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars
Société par actions simplifiée d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes
Siège social : 109, rue Tête d'Or - CS 10363 - 69451 Lyon Cedex 06
Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649

David Haccoun
725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

Baikowski
Société anonyme
RCS Annecy 303 970 388

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société Baikowski,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2024 pour un montant net de 10 669 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation –

Stocks », les produits fabriqués ainsi que les en-cours d'industrialisation sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

Nos travaux ont consisté à examiner les données et à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

  Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Annecy, date de la signature numérique

Signé par :
Xavier MARMEYS
C2FD9F336672460...

Xavier Marmeys

Associé

DocuSigned by:
Jérôme NEYRET
75636F48A1E940D...

Jérôme Neyret

Associé

David Haccoun

Aix-les-Bains, date de la signature numérique

Signé par :
David Haccoun
0C36ECB15AAA459...

3.8. Comptes sociaux annuels et annexe

3.8.1. Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de développement		
Concessions, brevets et droits similaires	374	491
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	1 395	1 395
Constructions	4 357	4 589
Installations techniques, matériel, outillage	5 853	5 086
Autres immobilisations corporelles	4 134	3 919
Immobilisations en cours	1 776	1 059
Avances et acomptes		3
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations par mise en équivalence		
Autres participations	1 680	4 511
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	227	196
Autres immobilisations financières	300	322
ACTIF IMMOBILISE	**20 095**	**21 571**
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements	2 708	2 485
En-cours de production de biens	3 485	3 187
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	4 100	6 418
Marchandises	376	455
Avances et acomptes versés sur commandes	197	15
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	7 227	2 094
Autres créances	7 461	7 172
Capital souscrit et appelé, non versé		
DIVERS		
Valeurs mobilières de placement		
(dont actions propres :		
Disponibilités	3 394	5 359
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	115	149
ACTIF CIRCULANT	**29 064**	**27 334**
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		
Ecarts de conversion actif	116	2
TOTAL GENERAL	**49 275**	**48 907**

Passif (en milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel	(dont versé : 4598)	4 598	4 598
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 959	1 959
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		460	460
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours :)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes :)		19 638	22 108
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		1 231	(2 471)
Subventions d'investissement		209	162
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		**28 094**	**26 817**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		171	287
Provisions pour charges		1 279	1 176
PROVISIONS		**1 450**	**1 463**
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		11 611	14 795
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		808	567
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		314	134
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 010	1 852
Dettes fiscales et sociales		2 837	2 052
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 034	1 159
Autres dettes		18	
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		12	
DETTES		**19 646**	**20 559**
Ecarts de conversion passif		85	69
TOTAL GENERAL		**49 275**	**48 907**

Compte de résultat (en milliers d'euros)	France	Export	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	58	2 552	2 611	637
Production vendue de biens	1 233	36 596	37 828	28 046
Production vendue de services	129	385	515	464
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**1 420**	**39 533**	**40 953**	**29 147**
Production stockée			(1 992)	1 964
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			38	140
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 573	1 055
Autres produits			1 110	1 248
PRODUITS D'EXPLOITATION			**41 681**	**33 554**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 285	743
Variation de stock (marchandises)			79	(224)
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			12 017	10 529
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(347)	570
Autres achats et charges externes			8 897	7 240
Impôts, taxes et versements assimilés			444	408
Salaires et traitements			7 547	7 181
Charges sociales			4 416	3 758
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 585	2 516
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 211	1 059
Dotations aux provisions			213	355
Autres charges			1 322	1 619
CHARGES D'EXPLOITATION			**39 668**	**35 754**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**2 013**	**(2 200)**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 702	2 176
Autres intérêts et produits assimilés			306	205
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			5	36
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			2	0
PRODUITS FINANCIERS			**2 017**	**2 418**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 864	2 722
Intérêts et charges assimilées			512	438
Différences négatives de change			20	(30)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			27	37
CHARGES FINANCIERES			**3 423**	**3 167**
RESULTAT FINANCIER			**(1 407)**	**(750)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**606**	**(2 950)**
Produits exceptionnels sur opérations en capital			28	31
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
PRODUITS EXCEPTIONNELS			**28**	**31**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			4	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			51	10
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES			**55**	**10**
RESULTAT EXCEPTIONNEL			**(27)**	**21**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			(652)	(458)
TOTAL DES PRODUITS			**43 726**	**36 003**
TOTAL DES CHARGES			**42 495**	**38 474**
BENEFICE OU PERTE			**1 231**	**(2 471)**

3.8.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.8.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce, du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

3.8.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :
- Logiciels = 3 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Engagements de retraite

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses 2024 :
- Taux d'actualisation : 3,00 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
  - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
  - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
  - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2018-2020 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 226 K€.

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 635 k€.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 8 987 k€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 8 987 k€.

Intégration fiscale

La société BAIKOWSKI a opté pour l'intégration fiscale depuis le 01/01/2020 avec ses deux filiales françaises :

- ALKO (détenue à 100 % - SIREN 482 916 533)
- MATHYM (détenue à 100 % - SIREN 795 157 833)

Chaque société comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés dans ses comptes.

La société BAIKOWSKI a bénéficié d'une économie d'impôt sur les sociétés de 492 k€ pour l'exercice 2024 (Imputation du déficit de l'exercice et des déficits antérieurs sur le résultat d'intégration fiscale).

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

Néant.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2024, la société ne détient aucun de ces instruments.

3.8.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en k€)	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 235		27
Terrains	1 395		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	10 277		324
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 626		11
Install. techniques, matériel et outillage ind.	48 953		1 881
Installations générales, agenc., aménag.	6 579		745
Matériel de transport	120		2
Matériel de bureau, informatique, mobilier	684		108
Immobilisations corporelles en cours	1 059		3 812
Avances et acomptes	3		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**74 694**		**6 883**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 228		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	523		31
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**7 751**		**31**
TOTAL GENERAL	**83 680**		**6 942**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		105	1 157	
Terrains			1 395	
Constructions sur sol propre		15	10 586	
Constructions, installations générales, agenc.		154	5 483	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		348	50 486	
Installations générales, agencements divers		2	7 320	
Matériel de transport			122	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			792	
Immobilisations corporelles en cours	3 095		1 776	
Avances et acomptes	3			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**3 098**	**519**	**77 960**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			7 228	
Prêts et autres immobilisations financières		27	527	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**27**	**7 755**	
TOTAL GENERAL	**3 098**	**651**	**86 871**	

Amortissements (en k€)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	743	115	75	783
Terrains				
Constructions sur sol propre	6 634	335	15	6 954
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	4 679	221	142	4 758
Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 623	1 276	462	44 437
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 905	545		3 449
Matériel de transport	27	38		64
Matériel de bureau et informatique, mobilier	532	56		587
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**58 399**	**2 470**	**620**	**60 249**
TOTAL GENERAL	**61 032**	**2 585**	**695**	**61 032**

3.8.2.4. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	285	55	285	55
Provisions pour pertes de change	2	116	2	116
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 121	105		1 226
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	55	53	55	53
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**1 463**	**329**	**342**	**1 450**
Dépréciations immobilisations corporelles	244		47	196
Dépréciations autres immobilis. financières	2 722	2 831	5	5 548
Dépréciations stocks et en cours	881	1 033	881	1 033
Dépréciations comptes clients	178	178	178	178
Autres dépréciations	38			38
DEPRECIATIONS	**4 063**	**4 041**	**1 111**	**6 993**
TOTAL GENERAL	**5 526**	**4 370**	**1 453**	**8 443**
Dotations et reprises d'exploitation		1 539	1 448	
Dotations et reprises financières		2 831	5	

3.8.2.5. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Prêts	227		227
Autres immobilisations financières	300	300	
Clients douteux ou litigieux	189	189	
Autres créances clients	7 216	7 216	
Personnel et comptes rattachés	7	7	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 779	1 779	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	713	713	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	6	6	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	4 619	4 619	
Débiteurs divers	375	375	
Charges constatées d'avance	115	115	
TOTAL GENERAL	**15 546**	**15 318**	**227**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	31		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	11 611	4 699	5 800	1 112
Emprunts et dettes financières divers	808	808		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 010	3 010		
Personnel et comptes rattachés	1 462	1 462		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 257	1 257		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12	12		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	107	107		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 034	1 034		
Autres dettes	18	18		
Produits constatés d'avance	12	12		
TOTAL GENERAL	**19 331**	**12 419**	**5 800**	**1 112**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 637			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 836			

3.8.2.6. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	36	22	14
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	**36**	**22**	**14**
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	404	414	-9
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	225	103	122
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	**629**	**517**	**113**
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	614	580	34
DETTES PROV. PARTICIP.SALARIES			0
PERSONNEL AUT. CHGES 13E MOIS			0
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	163	165	-2
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	411	173	238
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	640	486	154
ETAT CHARGES A PAYER	3	24	-21
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	**1 830**	**1 428**	**402**
TOTAL CHARGES A PAYER	**2 496**	**1 967**	**529**

3.8.2.7. Charges et produits constatés d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	116	149	-34
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**116**	**149**	**-34**

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS CONSTATES AVANCE	-12	0	-12
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	**-12**	**0**	**-12**

3.8.2.8. Produits à recevoir

	PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
40980000	FOURN.AVOIRS A RECEVOIR			0
42870000	PERSONNEL A RECEVOIR	0	28	-28
43871000	ORG. SOCIAUX PROD A RECEVOIR	0	35	-35
44870000	ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	6	316	-310
	TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	**6**	**380**	**-373**

3.8.2.9. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	80		80	5
Dettes financières	34		34	75
Dettes d'exploitation	3		3	5
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	**116**		**116**	**85**

3.8.2.10. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 678 578			1,25

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	29 287
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-2 471
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**26 816**
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	46
Autres variations (dividendes)	
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	**26 863**
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	**46**
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	**46**

3.8.2.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	606	-652	1 258
Résultat exceptionnel à court terme	-27		-27
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	**579**	**-652**	**1 231**

3.8.2.12. Situation fiscale latente

Rubriques		Montant
IMPOT DU SUR :		
	Subvention d'investissement	52
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
	Congés payés	
	Participation des salariés	
	Autres	38
A déduire ultérieurement :		
	Provisions pour propre assureur	
	Autres	21
	TOTAL ALLEGEMENTS	**59**
	SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	**7**

3.8.2.13. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
CADRES	32
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	53
EMPLOYES OUVRIERS	43
TOTAL	**128**

3.8.2.14. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Locations simples	218				218
TOTAL	218				218

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	251				251
TOTAL	251				251

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

3.8.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	474	1 665
	190	0	643		-45
BAIKOWSKI INC CORP	48	100	762	-722	7 539
(RESULTAT 1 € = 1,0823 USD)	5 237	1 348	762		1 513
MATHYM	44	100	5 548	4 145	426
	-3 609	0	0		-803
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN	429	50	243		37 175
(RESULTAT 1 € = 163,8442 JPY)	17 776	339	243		3 507
BAIKOWSKI KOREA CORP	98	33	33		1 371
(RESULTAT 1 € = 1 475,2852 KRW)	815	15	33		140
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					

Les titres de la société Mathym ont fait l'objet d'une dotation aux dépréciations de 2 831 k€ sur l'exercice 2024.